

**Arrangement pour la Pauvreté Economique (APE)
des Paysans de la CEDEAO**

Messieurs les Présidents,

Un adage nous enseigne que : « *si nous nous ne nous occupons pas de nous-mêmes d'autres viendront le faire comme bon leur semblera !* ».

La CEDEAO regroupe **15 pays** et a un PIB de **675 milliards de dollars** en 2013. Elle compte **300 millions** d'habitants en 2014 et selon les prévisions, **425 millions** en 2030. Elle fait **5 millions** de km². Elle est la 1^{ère} productrice mondiale de cacao. Elle est une grande productrice de bananes, d'ananas, de gomme arabique, de noix de cajou, d'huile de palme, de céréales, arachide, et bien nantie en produits d'élevage et de pêche, etc. A cela s'ajoute, les grandes richesses minières, forestières et les grands fleuves.

Le processus d'intégration a commencé il y'a **35 ans**. La population ouest-africaine était estimée alors à **109 millions** dont **65% de jeunes**. Ceux qui avaient entre 20 et 35 ans à l'époque ont aujourd'hui entre 55 et 70 ans et ils sont toujours en attente de sursauts permettant d'améliorer leurs conditions de vie.

Pourquoi et comment cette région est, et continue d'être victime, de la coopération internationale ?

Est-ce lié au fait que : (i) nous avons été colonisés ; (ii) nous n'avons pas de secteur privé suffisamment consolidé ni d'industries ; (iii) nos monnaies ne nous appartiennent pas ; (iv) nous sommes pauvres ; (v) le discours d'intégration reste théorique à côté des pratiques nationalistes avec une multiplicité de systèmes d'éducation, de santé, d'administration, et de langues officielles ?

Comment expliquer aux paysans de l'Afrique de l'Ouest, eux qui ont été invités dans une méthodologie participative à élaborer les deux politiques agricoles de notre région (PAU et ECOWAP) qui ont mis l'accent sur la réappropriation de notre alimentation, de nos marchés et de notre sécurité et souveraineté alimentaires. Ces politiques qui ont demandé aux paysans de s'engager dans la transformation maîtrisée de leurs systèmes de production...

Comment les convaincre que la compétition avec les produits agricoles de l'Union Européenne va faire leur bonheur en mettant entre parenthèse l'application de ces politiques agricoles ?

Après plusieurs accords et conventions, ceux de Yaoundé et Lomé, celle de Cotonou en 2000 se compose de deux chapitres : (i) "le Fonds Européen de Développement – FED" avec **moins de 30 milliards d'euros** pour les 77 pays sur 20 ans ; (ii) la négociation pour l'ouverture du marché dénommé "Accords de Partenariat Economique – APE". Les américains en son temps avaient été plus courageux en disant "Trade, Not Aid". Notons sur le FED (9^{ème}, 10^{ème} ou 11^{ème}) que **sa dotation par habitant et par an a toujours été d'environ 4 euros !**

Les ACP, et en tête la CEDEAO, ont préféré le FED au développement de leurs pays. Initialement prévue pour 2007, la signature vient de se faire.

*Nos chefs d'Etat nous ont dit à Dakar « **une négociation a une limite** » !*

*L'Union Européenne nous a signifié cette limite : « **il n'y aura pas de fonds FED si on ne signe pas les APE** » !*

*« **Ventre affamé n'a point d'oreilles !** »*

Dans toutes nos interpellations, on nous dit que toutes les dispositions sont prises pour un contrôle strict et des normes de rétrocession en cas de besoin... en somme, *utiliser les miettes de la signature pour développer nos pays !*

Qu'en est-il de notre lutte à l'OMC pour notre coton ?

A notre humble avis, on s'attendait à ce que la CEDEAO cède et signe eu égard au contexte sociopolitique difficile (la guerre civile dans le Sahel, la crise politique en Côte d'Ivoire, les dernières élections au Ghana, Boko Haram au Nigéria, Ebola,...) mais aussi à la pression de l'Europe sur les Etats. Ceci malgré le fait que la raison juridique de l'engagement à l'OMC qui était à l'origine de la légitimité des négociations des APE a pris du plomb dans l'aile :

- Le Doha Round processus de correction des contradictions dans les négociations sur l'agriculture a été bloqué par le veto USA-Europe ;
- Ces mêmes puissances se sont engagées dans des négociations commerciales bilatérales.

L'Europe a bien profité de son amitié avec nos régimes pour nous mettre la pression au moment où la stabilité base de développement est menacée. C'est ça "*le partenariat aussi*" ? Profiter des faiblesses de ses partenaires pour avancer des pions ? ... Bravo !

Dans notre région, les peuples sont habitués à des décisions prises sans qu'ils ne comprennent jamais le pourquoi !

*Comme le suicide collectif n'est ni permis, ni accepté, à ce jour de la signature des APE, **je voudrais tout simplement partager avec vous les responsables, notre désapprobation.** Je constate qu'à partir de 2015, nous retournons à "la CEDEAO des Chefs d'Etats", après avoir créé "la CEDEAO des **Etats**" et espéré "la CEDEAO des **peuples**" !*

Les peuples prendront acte comme ils ont pris acte plusieurs fois au gré des consensus et des politiques contre leurs intérêts.

J'espère que les hommes et les femmes particulièrement les paysans, les paysannes et les militants de l'intégration pour un avenir radieux dans notre région, continueront de résister parce que, dans une partie de l'Afrique, et avec toute l'Afrique, l'apartheid a été vaincu.

C'est cet espoir qui nous fait croire que l'histoire jugera !

Je vous souhaite une bonne fin d'année dans la préparation d'un PASA continu et encadré !

Le 12 décembre 2014

Mamadou CISSOKHO
Exploitant familial à Bamba Thialène
(Koumpentoum) Sénégal